



Comité National du 13-05-2013 – rapport introductif

*Rapport introductif de Georges MARCHAND,
secrétaire national*

Cher(e)s camarades,

Le contexte économique et social est particulièrement lourd et s'aggrave chaque jour.

40 000 chômeurs supplémentaires au mois de Mai, 1350 chômeurs de plus par jour.

Les jeunes sont les plus touchés, 800 000 moins de 25 ans sont au chômage, 900 000 ne cherchent même plus de travail, découragés par les difficultés pour accéder aux rares emplois disponibles.

Dans le même temps, le gouvernement Hollande, le MEDEF veulent augmenter les années de travail pour avoir droit à la retraite.

Ce qui peut paraître comme un « non-sens », une contradiction, n'est en fait qu'une logique capitaliste. Les multinationales, pour accroître leurs profits cassent l'industrie pour la délocaliser vers des pays à « bas coûts », baissent les salaires, suppriment des milliers d'emplois, concentrent leurs fabrications, ce qui génère chômage de masse, pauvreté, précarité avec des milliards de cotisations sociales qui n'entrent plus dans les caisses de la protection sociale. Ajoutons à cela les exonérations sociales et fiscales accordées aux entreprises (172 milliards en 2012) et tous les budgets sociaux sont dans le rouge. C'est ce que le capital appelle la

« dette publique » dont on voit qu'elle est complètement factice. Les gouvernements sont chargés de la réduire en s'attaquant aux retraites, à la santé, aux allocations sociales, à l'enseignement, à la recherche, aux collectivités territoriales. C'est aussi une source de profits nouveaux considérables pour le capital.

Cette situation s'aggrave, la casse de l'industrie se poursuit :

France Télécom annonce dans son « plan stratégique triennal » la suppression de 7000 postes d'ici 2015, 20000 d'ici 2020.

Air France prépare un nouveau plan de 1000 suppressions d'emplois.

Solvay dans la chimie 450. Suppressions d'emplois dans les banques : Société Générale, Banque de France, Natixis, BNP, Crédit Agricole. Dans la gestion de l'eau chez Veolia, vente de la société Saur. Sanofi prévoit entre 1200 et 2500 suppressions d'emplois alors qu'en 8 ans le dividende distribué aux actionnaires a augmenté de 130% au détriment des effectifs qui ont diminué de 15%. Dans l'agroalimentaire, les abattoirs de Gad SAS vont fermer, 1700 emplois supprimés, 450 chez Harwest en Bretagne (production conditionnement de saumons). Dans l'automobile, la filiale de Renault et PSA Française de Mécanique (montage moteurs) prévoit de supprimer 1000 emplois, menaces également chez TRW à Dijon (visserie auto), Mahle en Alsace (fabrication de pistons). Dans le groupe PSA à Rennes, l'entreprise va fermer pendant six semaines, à Aulnay il n'y a plus qu'une seule équipe au travail. Chez Goodyear à Amiens, les travailleurs poursuivent la lutte pour empêcher la fermeture du site. Chez Michelin 700 emplois sont menacés. Rappelons qu'en 1999, le groupe a supprimé 7500 postes en Europe, il n'y avait pas de « crise » à l'époque. Le premier ministre Jospin déclarait « l'état ne peut pas tout », rien n'a changé l'état laisse faire.

A Joué-Lès-Tours, 340 emplois ont déjà été supprimés en

2009, les travailleurs se sont mis en grève après l'annonce par les médias de 700 suppressions supplémentaires. Michelin a doublé son bénéfice en 2 ans, il est de 1,5 milliards en 2012. Comme de nombreuses multinationales, Michelin délocalise. Déjà implanté dans les pays d'Europe de l'Est, il compte augmenter la production et renforcer ses profits.

Comme pour Arcelor, Peugeot, Renault, Pétroplus, Virgin, Dux et beaucoup d'autres, Michelin peut compter sur le gouvernement pour accompagner ses décisions. Le ministre Sapin justifie le 2ème plan de casse et demande qu'« aucun salarié ne pointe à pôle-emploi » formule consacrée et méprisante.

Hollande, Moscovici et Montebourg ont été invités à dîner au « Cercle de l'Industrie » (créé par Strauss-Kahn en 1993) qui réunit les patrons des multinationales françaises comme L'Oréal, Veolia, EDF, Total etc. Selon « Les Echos », le « Cercle de l'Industrie » avait mis les petits plats dans les grands, qualifiant ce dîner à huis-clos « d'opération séduction ». « Les Echos » indiquent que « loin des caméras, le climat était lundi soir apaisé et constructif » d'après les patrons et l'Elysée. « Le Cercle de l'Industrie, présidé par Philippe Varin, PDG de Peugeot, n'a rien dit sur les échanges qui ont eu lieu.

Hollande est-il venu à la réception discrète mais fastueuse des patrons du CAC 40 pour défendre les travailleurs de Michelin, de Peugeot puisque Varin était présent, ou les travailleurs de France-Télécom, de Sanofi, des banques, d'Air France ? Le journal « Les Echos » avance une réponse : « le chef de l'état est attendu au tournant sur le projet de loi de finances 2014, sur la réforme des retraites et sur le financement de la protection sociale »

Laurence Parisot, débarquée du MEDEF attend « une accélération du rythme des réformes ».

Comme il l'a fait en Belgique, il y a six mois, Hollande est allé chercher ses ordres auprès des multinationales. Nous nous sommes déjà exprimés sur l'emprise des multinationales sur

les états qui s'en accommodent volontiers en appliquant rigoureusement leurs décisions.

Le message est clair : laissez-nous fermer les entreprises, délocaliser, supprimer des emplois, c'est notre travail, occupez-vous de gérer les conséquences, c'est votre rôle mais c'est nous qui fixons les règles.

Le cadre du « sommet social » des 20 et 21 Juin est ainsi fixé. Les retraites, l'emploi, la protection sociale, la formation professionnelle sont sous la tutelle du CAC 40. Le rapport Moreau concernant les retraites indique clairement les revendications du MEDEF :

- Alignement public-privé sur les années prises en compte pour le calcul des pensions (au nom de la justice sociale)
- Allongement de la durée de cotisation, le rapport propose 44 années,
- Hausse de la CSG sur les pensions, de 6,6 à 7,5%, au nom de la justice sociale,
- Suppression de l'abattement fiscal de 10%,
- Désindexation des pensions de l'inflation, comme pour les complémentaires,
- Fiscalisation des majorations pour familles nombreuses (10%)
- Mesures revues tous les ans, réajustées selon leur efficacité,
- Augmentation de 0,3% des cotisations entreprises, mesures sur la pénibilité.

Rappelons que la moyenne des pensions des retraités est de 1250 euros par mois.

Le PS et ses alliés, la droite et le front national approuvent.

Demain 16 Juin vont se tenir « les assises pour changer de cap et pour construire une sortie de crise par la gauche ». Tout un programme auquel vont participer 28 organisations dont Europe Ecologie les Verts, le NPA, Gauche Avenir, la Fondation Copernic, la maison des potes, Amnesty-International, le front de gauche avec ses composantes, ATTAC, les syndicats Solidaires, FSU et des syndicalistes CGT.

Cela donne une idée sur le contenu de ce genre de réunion. La relève pour gérer le capital s'organise.

Du côté des centrales syndicales, on attend le sommet social. La CFDT, la chambre d'enregistrement du gouvernement et du MEDEF prône le « dialogue social et la coopération », demande une réforme « systémique des retraites », ce qui veut dire changer le système par répartition et le remplacer par un calcul des pensions par point. Elle demande aux fonctionnaires « de renoncer à des avantages » sous prétexte d'équité.

FO et la CGT disent ne plus faire de concessions supplémentaires sur l'âge de départ et les annuités mais restent très vagues sur le financement, notamment sur la CSG et la hausse des cotisations.

Le système solidaire des retraites a toujours été contesté par le capital, dès le lendemain de son application. Les luttes des travailleurs ont préservé le système par répartition. Les attaques de Balladur en 1993, celles de 2003, 2008 sur les régimes spéciaux et 2010 ont été autant de brèches ouvertes pour détruire cet acquis historique et le livrer au capital. On comprend mieux pourquoi lorsque l'on sait que les retraites c'est 150 milliards d'euros, l'assurance maladie 83,4 milliards, les allocations sociales 35,6 milliards, les accidents du travail 12,2 milliards. Ces milliards, produits du travail, utile au peuple, font l'objet de convoitises des multinationales de la finance, banques et assurances qui savent qu'elles peuvent compter sur le gouvernement et la CFDT pour se les accaparer. L'attitude de l'ensemble des centrales syndicales à la veille du sommet social est éclairante : on discute dans la paix sociale dans le cadre fixé par les patrons et le gouvernement. La CFDT est aujourd'hui à la pointe de la compromission, Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT de 1988 à 1992, est à la tête avec Dominique Fortin, DRH de GDF Suez d'un « observatoire social international » (OSI) qu'ils ont créé

ensemble. Cette société entretient des liens très étroits avec les banques et assurances notamment avec la société d'assurances Malakoff-Médéric dont le PDG est Guillaume Sarkozy (le frère de l'autre), membre du conseil national du MEDEF. Malakoff-Médéric est connue pour mettre en place la privatisation de la santé et des retraites.

Nicole Notat, ex secrétaire générale de la même CFDT, employée un temps par le gouvernement Sarkozy (le frère de l'autre), est présidente de Vigéo, une agence de notation bancaire...

Quant à Chérèque (le fils du casseur de la sidérurgie lorraine), ex secrétaire général lui aussi de la CFDT, il louvoie dans les couloirs de l'Élysée, certainement comme conseiller aux affaires sociales.

Berger, l'actuel secrétaire général de la CFDT est dans la ligne, il vient de décider avec le MEDEF du calendrier et du contenu des discussions du sommet social. On peut parier qu'il n'ira pas garder les moutons en fin de carrière syndicale...

Nous devons rappeler régulièrement nos propositions sur les retraites sans oublier de marteler que les luttes sont déterminantes. C'est indispensable pour aider les luttes dont on sait que l'intégration des syndicats à la politique du capital est un des obstacles majeurs.

Ce que nous observons, principalement à la CGT, c'est l'intégration plus lente mais continue des structures professionnelles, départementales, locales et d'entreprises plus rares mais réelles. C'est le résultat d'une orientation politique qui consiste à nier l'efficacité des luttes, privilégier le « dialogue social » dans un « syndicalisme rassemblé » et à accepter le moindre mal.

On assiste à l'isolement volontaire des syndicats qui luttent, c'est vrai depuis longtemps de la part des confédérations et fédérations, ça le devient aujourd'hui de la part des départements et des unions locales.

Nous avons un rôle à jouer dans cette bataille idéologique

intense, les luttes ne peuvent que s'amplifier, mais quelle issue, quelles perspectives leur donner ?

Nous devons nous exprimer, donner notre point de vue sur quel syndicalisme les travailleurs doivent-ils construire ? Nous le faisons déjà mais trop partiellement. Vous donnerez votre avis dans le débat mais il faut revenir sur la question de la lutte de classe permanente contre le capital pour s'en débarrasser, seul moyen pour satisfaire les besoins sociaux.

Nous sommes les seuls à pouvoir le faire, les autres partis politiques ont fait le choix de soutenir un syndicalisme d'accompagnement à la politique du capital puisque c'est leur politique. Ils sont tous d'accord avec l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution que de s'accommoder avec le capital, que c'est le seul système économique viable, alors ne comptons que sur nous pour aider à construire et développer un syndicalisme de lutte de classe.

Nous pouvons faire évoluer les consciences. Partout où nous avons des adhérents communistes, le débat n'est pas le même, les luttes plus nombreuses, l'écoute plus grande, notre utilité n'est plus à démontrer, il faut la renforcer. Nous avons vu la casse de l'industrie, ses conséquences, la casse des acquis sociaux, tous les secteurs de la vie sociale sont touchés.

Aujourd'hui, c'est une journée d'action dans la santé.

Les fermetures de lits dans les hôpitaux, le regroupement des centres hospitaliers, les suppressions d'emplois, les objectifs de rentabilité aggravent les conditions de travail des personnels. Le mécontentement est profond, des luttes ont lieu depuis plusieurs mois dans de nombreux centres hospitaliers, nous avons tissé des liens avec certains d'entre eux. Là aussi nous avons à donner notre opinion sur la politique de santé.

En 1975, il existait 1370 maternités en France relevant du public, en 2010, il y a donc 3 ans, il en restait 535 et aujourd'hui certainement moins puisque les maternités

continuent à être fermées et regroupées en véritables centres de production et gérées comme tels.

Même constat dans l'action sociale, 21 caisses d'allocations familiales et 1200 emplois ont été supprimés entre 2009 et 2012. Le salaire d'embauche aujourd'hui de droit privé d'un technicien CAF est de 1100 euros nets par mois. C'est la même chose dans les caisses de sécurité sociale, regroupements, suppressions d'emplois ajoutent des difficultés supplémentaires aux personnels et à la population.

Les luttes actuelles, aujourd'hui dans la santé, mardi et mercredi dernier le puissant mouvement dans les transports aériens, jeudi la grève massive à la SNCF, celles à EDF, GDF, RATP, La Poste, marquent un profond mécontentement et surtout la volonté des travailleurs de se mobiliser pour défendre leurs revendications, loin des mots d'ordre des confédérations pour une « Europe sociale » ou pour un « nouveau contrat social européen ». Les centrales syndicales s'en tiennent là, rien n'est organisé contre les objectifs du sommet social des 20 et 21 Juin, il serait envisagé, selon la CGT, une possible mobilisation en Septembre si les centrales se mettent d'accord.

Encore une fois il est urgent d'attendre, mais nous savons pourquoi.

Du côté des partis politiques, le front de gauche et le PCF sont entièrement occupés par les échéances électorales de 2014. Ils préparent un programme électoral pour « sortir de la crise par la gauche », nous avons vu dans quelles conditions. Mais dans le même temps ils n'oublient pas de voter dans les assemblées la loi sur la refondation de l'école, prétendant avoir obtenu des amendements qui ne règlent rien sur la régionalisation de l'école, rien non plus sur le nombre d'enseignants nécessaires aux besoins d'une école de qualité. Il faut rappeler que 80000 postes d'enseignants ont été supprimés sous Sarkozy, les 60000 postes promis par Hollande sont loin de compenser les

pertes d'emplois. De plus, le 17 Juin, va se discuter la baisse des salaires des profs débutants. Le gouvernement prévoit une baisse de 20% au prétexte d'une qualification moindre pour rentrer dans l'enseignement.

On est loin du discours d'apparence révolutionnaire de Mélenchon et son complice du PCF qui vocifèrent sur la politique de Hollande, mais qui votent ses lois. Mais la campagne pour les municipales de 2014 commence à poser problème. Le PCF appelle « au rassemblement le plus large possible à gauche », il a besoin des voix du PS pour conserver ses élus et ses moyens financiers. Mélenchon construit des listes « autonomes » ce qui a pour but d'affaiblir le PCF. A suivre sans modération...

Quant au Front National, au plus haut dans les sondages, il se voit vainqueur des régionales et renforcé aux municipales. Dernièrement il a vomi sa haine contre les syndicalistes qui luttent en qualifiant la loi d'amnistie syndicale de « purement scandaleuse et démagogique » et en traitant les syndicats de « casseurs et violents ». Le front national est rassuré Hollande a retiré la loi. La violence, Marine Le Pen en parle pour condamner ceux qui luttent mais ne dit rien sur la violence sociale, les licenciements, les fermetures d'entreprises, le chômage, la pauvreté, l'exploitation des peuples, des guerres menées partout dans le monde pour le profit des multinationales. Le front national, l'extrême droite a toujours et de tout temps utilisé les difficultés sociales, elle en a fait son terrain de chasse pour développer sa politique de haine contre les travailleurs.

On ne peut pas évoquer l'assassinat du jeune antifasciste Clément Méric en dehors de ce contexte. La violence, c'est le capital qui broie les peuples sans état d'âme.

Marine le Pen défend le droit pour les actionnaires de toucher des dividendes, le droit de licencier dans « les nombreuses PME ayant été transmises ou rachetées ». Quand on évoque la

fraude fiscale, elle répond par la fraude sociale, le travail au noir, la fraude aux allocations, à l'assurance vie et aux retraites. Condamnant à tout propos le « mondialisme » ses élus au parlement européen votent pour ou s'abstiennent sur les discussions engagées concernant « l'accord transatlantique ». **Cet accord prévoit de supprimer les obstacles commerciaux entre les Etats-Unis et l'Europe au profit des multinationales évidemment...**

Les discours trompeurs ne résistent pas aux actes, le capital peut compter sur le front national pour le servir, nous n'en doutons pas.

Dans cette situation économique et sociale, le peuple souffre nous l'avons dit du chômage, de la précarité, de la pauvreté. Les conditions de vie s'aggravent. En 2012, et pour la première fois depuis 1949, la consommation des ménages a baissé en volume de 0,4%. Selon l'INSEE, cela s'explique par la baisse du pouvoir d'achat de 0,9% en 2012. Les dépenses de santé reculent, elles sont à un niveau historiquement bas d'après l'étude de l'INSEE. « Les français hésitent à se soigner » note le journal « Les Echos ». La baisse des salaires et des pensions, les annonces de l'augmentation du prix de l'énergie, celle des loyers, des carburants, des transports vont peser encore sur le budget des ménages.

On peut faire autrement, les moyens existent, nous le disons souvent et il faut continuer à le marteler.

Le journal « Les Echos » vient de publier les produits intérieurs bruts réalisés dans tous les pays de la planète.

La France a produit, selon le journal, 2000 milliards d'euros de richesses en 2012, ce qui correspond à 31000 euros par habitant. Que chaque habitant produise 31000 euros par an de richesses est déjà considérable mais ce chiffre est faux car tous les habitants ne travaillent pas, ne serait-ce que les enfants, les étudiants, les chômeurs, les retraités. En réalité, chaque salarié a créé 75000 euros de richesses en 2012.

Il y a de quoi augmenter les salaires, les pensions, les

budgets sociaux, développer les services, satisfaire l'ensemble des besoins sociaux. Ce n'est pas l'argent qui manque, nous le démontrons régulièrement dans ce que nous publions sur notre site, c'est à reprendre dans nos tracts.

L'exploitation capitaliste, la course aux profits, la concurrence internationale s'accélèrent. Nous avons démontré le poids des multinationales dans tous les pays. Rien ne doit échapper à leurs décisions.

C'est le sens de ce que proposent Hollande et Merkel avec la création d'un « gouvernement économique européen ». Il s'agit de soumettre les budgets nationaux à la seule volonté du capital européen. Les choses sont déjà bien engagées avec la « troïka », la banque centrale européenne, le parlement européen. Les peuples seraient dessaisis de toutes décisions et les nations disparaîtraient avec leur histoire sociale.

Il s'agit de « créer un bloc économique compétitif pour faire face à la concurrence internationale » écrit le journal « Le Figaro ».

Cette concurrence internationale s'intensifie, les grandes puissances capitalistes s'organisent et sont prêtes à tout pour s'accaparer des richesses qu'elles ne maîtrisent pas.

Les tensions et conflits armés dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux. Les pays qui résistent à l'impérialisme sont systématiquement qualifiés de terroristes ou de dictatures qui refusent la démocratie et oppriment leurs peuples. Par contre, le gouvernement d'Israël allié aux fascistes religieux viole tous les jours et ceci depuis près de 50 ans toutes les lois internationales, continue d'annexer les territoires palestiniens, d'étendre les colonies en détruisant des terres agricoles et des habitations palestiniennes. Aucune sanction n'atteindra Israël, c'est le bras armé de l'impérialisme américain, pièce maîtresse dans le dispositif de domination de la région.

Après l'Afghanistan, l'Irak, la Lybie, c'est au tour de la Syrie d'être prise pour cible pour mieux atteindre l'Iran et ainsi

dominer l'ensemble de la région et exploiter ses richesses.

Les gouvernements français aujourd'hui comme hier jouent les premiers rôles dans ces conflits armés, ils en prennent même l'initiative comme en Lybie avec Sarkozy, on le voit aujourd'hui avec le Mali avec Hollande qui vient d'être honoré de la médaille de la paix par la très impérialiste UNESCO pour son action dans la « libération du peuple malien ».

Pour justifier une intervention armée, Fabius déclare disposer de preuves irréfutables sur l'utilisation de gaz « sarin » par le pouvoir Syrien. Le Royaume-Uni a confirmé, rejoint hier par Obama qui déploie des armes en Jordanie et fournit, comme l'Europe depuis longtemps armes et argent à la « rébellion ». Le conflit armé s'étend au Liban, le risque d'une guerre dans toute la région est réel.

Dans cette concurrence internationale, les multinationales s'affrontent par l'intermédiaire des grandes puissances capitalistes.

Le président chinois vient de boucler une tournée en Amérique centrale avant de rencontrer Obama pour « assouplir » les relations entre les deux pays. La Chine a investi 77 milliards de dollars en 2012 dans 4425 entreprises de 141 pays.

Hollande qui ne se déplace jamais sans une kyrielle de patrons est allé au Japon vanter les mérites de son gouvernement, il a déclaré devant un parterre de patrons japonais : « La France a assaini ses dépenses publiques, réformé le marché du travail, abaissé le coût du travail, encouragé la recherche développement par des crédits d'impôts et définis de grandes filières industrielles » et il a ajouté pour « renforcer l'attractivité de la France » vouloir « lever les obstacles administratifs et fiscaux qui freinent les investissements ». Et pour montrer sa bonne volonté, il a regretté « que les réformes allemandes d'il y a dix ans n'aient pas été appliquées en France en même temps ». C'est du Laurence Parisot pur jus.

La bataille entre multinationales est rude pour dominer

le commerce mondial, l'accord transatlantique en cours de discussion, la constitution d'organisations transnationales diverses dans tous les coins du monde vont aggraver l'exploitation des peuples.

Si la concurrence internationale s'intensifie, les luttes aussi. Les peuples réagissent que ce soit en Europe avec la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne, la Bulgarie, l'Irlande ou ailleurs comme en Chine ou les salaires ont augmentés de 15 % en 2012 après de longues luttes des travailleurs chinois. Au Cambodge les ouvriers du textile de la multinationale NIKE sont en grève sur les salaires, au Bangladesh ou l'exploitation forcée des travailleurs du textile et d'enfants par les multinationales a fait plusieurs centaines de morts, la grève des salariés est en cours pour obtenir de meilleures conditions de travail et l'augmentation des salaires. En Turquie, le mouvement populaire se poursuit malgré la répression du pouvoir. En Tunisie, en Egypte les luttes ne faiblissent pas, la religion est utilisée par les pouvoirs en place pour détourner les travailleurs de leurs revendications.

Nous apportons notre soutien à toutes ces luttes.

Au terme de cette introduction, on voit l'ampleur de la tâche et nos responsabilités dans cette période. Notre Comité National va discuter de ces questions. Développer notre activité dans tous les domaines et particulièrement, comment améliorer notre activité de notre propagande, le renforcement de notre parti, notre souscription nationale.

www.sitecommunistes.org